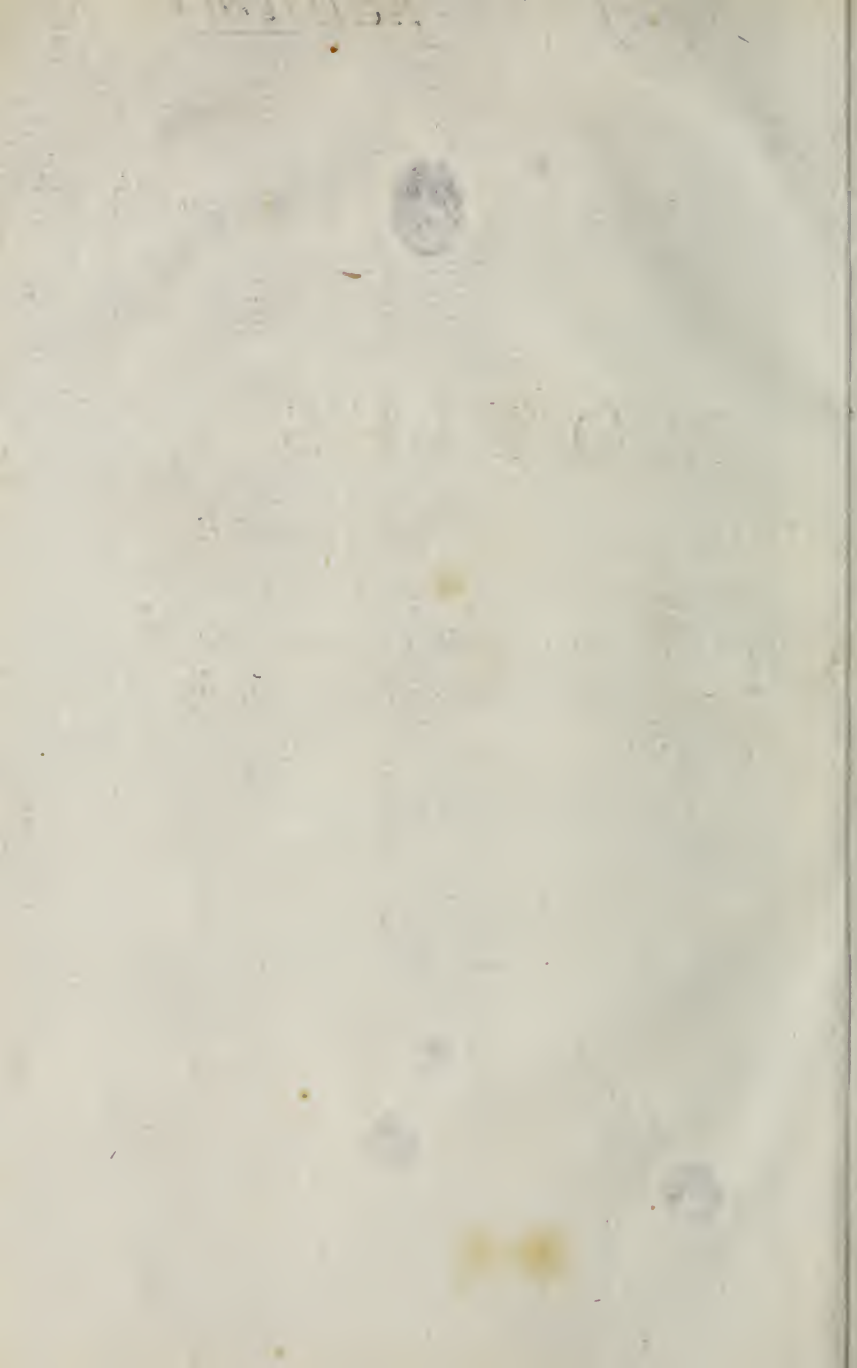


MOTIFS

*DES changemens apportés par le conseil
du roi à quelques articles du plan
présenté au nom de l'assemblée de
Romans , pour la nouvelle formation
des états de Dauphiné.*



M O T I F S

DES changemens apportés par le conseil du roi à quelques articles du plan présenté au nom de l'assemblée de Romans , pour la nouvelle formation des états de Dauphiné.

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>A R T. 19.</p> <p>Ne pourront être élus ceux qui exercent quelques emplois ou commissions médiales ou immédiates, de subdélégations de commissaires départis, ainsi que leurs commis & secrétaires; ceux qui exercent quelques charges, emplois ou</p>	<p>A R T. 19.</p> <p>Ne pourront être élus ceux qui sont chargés directement ou indirectement d'aucune adjudication ou entreprise d'ouvrages publics aux frais de la province.</p> <p>A R T. 10.</p> <p>Aucune personne employée</p>	<p>Le roi, selon le vœu des trois ordres de la province, a trouvé raisonnable de ne pas admettre dans les états les agens & collecteurs aux gages des seigneurs ou des autres propriétaires. Sa Majesté a trouvé pareillement que les adjudicataires de tra-</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>commissions, mé- en qualité d'a- diates ou immé- gent ou collec- diates dans tou- teur pour la le- tes les parties vée des rentes, des finances de dîmes & devoirs sa majesté ; ceux seigneuriaux , qui sont chargés ne pourra être directement ou élue tant qu'elle indirectement sera aux gages d'aucunes adju- du seigneur ou dications ou en- propriétaire qui treprises d'ou- l'emploiera.</p>	<p>ART. 21.</p>	<p>vaux publics , fournis à rendre compte de leur gestion aux états, ne doivent pas en faire partie ; mais elle a cru qu'en donnant pareillement l'exclusion aux cautions de ces adjudicataires , c'étoit nuire au service public.</p>
<p>Ne seront non plus éligibles les fermiers pen- dant la durée de leurs fermes, les agens , collec- teurs de rentes. dîmes & devoirs seigneuriaux , directement ou indirectement , ainsi que leurs cautions.</p>	<p>A l'égard des fermiers , que la délibération de l'assemblée ex- clueroit des états pendant la du- rée de leur fer- me , sa majesté ne pouvant pas admettre , sans réserve, cette ex- clusion, même pour la première élection , veut</p>	<p>Le roi a vu avec la plus grande peine , que dans le plan adopté par l'as- semblée de Ro- mans l'on avoit exclu pour tou- jours des états les fermiers des terres pendant la durée de leur bail , lors même qu'ils seroient</p>

*Articles proposés
par l'assemblée.*

*Réglement
du roi.*

Observations.

qu'il puisse en être élu un dans chacun des six districts qui partagent la province, sans que cette limitation puisse être regardée comme définitivement établie; sa majesté se réservant de statuer, d'après une plus ample instruction, sur le droit que peuvent avoir tous les premiers indistinctement, d'être admis aux états, quand ils ont d'ailleurs les qualités requises.

éligibles en raison de leurs propriétés; & si une disposition particulière, propre à balancer dans les états l'influence du clergé & de la noblesse, avoit paru nécessaire, Sa Majesté auroit souhaité qu'on eût cherché quelque moyen moins contraire à la justice dûe à une classe de citoyens dignes par leurs travaux de la faveur publique & de la protection particulière du roi. S. M. néanmoins présumant que cette question a pu être examinée

<i>Articles peoposés par l'assemblée.</i>	<i>Réglement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
		<p>sous des rapports particuliers à la province & d'après des motifs dont S. M. n'est pas suffisamment instruite, elle a bien voulu pour la prochaine élection, borner à la faculté de nommer un fermier par département la liberté illimitée qu'elle seroit disposée à accorder dans la suite. Le roi a considéré avec le plus juste intérêt, que si l'on exceptoit pour toujours les fermiers, du droit d'être éligibles pour l'assemblée des états provinciaux, ce seroit</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
		leur inspirer l'en- vie de changer d'état, & priver l'agriculture du secours qu'elle tire de l'augmen- tation progres- sive de l'aisance & de la fortune de ceux qui sont chargés de l'ex- ploitation des fonds de terre ; & qu'on s'expo- seroit à décou- rager ainsi une classe de cito- yens infiniment précieuse & re- commandable.
	ART. 22. Le roi ayant égard au vœu des trois ordres, per- met provisoire- ment & pour la première élec- tion, qu'on ne puisse élire les	Le roi a bien voulu, pour la prochaine élec- tion, admettre indéfiniment l'article qui don- ne l'exclusion aux subdélégués

*Articles proposés
par l'assemblée.*

*Règlement
du roi.*

Observations.

subdélégués du
commissaire dé-
parti, leurs com-
mis & secré-
taires, non plus
que ceux qui
exercent quel-
ques charges,
emplois ou com-
missions média-
tes ou immédia-
tes dans toutes
les parties des
finances de Sa
Majesté.

& aux personnes
employées au
recouvrement
des impôts; mais
S. M. pense qu'il
ne seroit pas
juste de faire
d'une pareille
disposition une
loi perpétuelle,
puisque ce seroit
imprimer une
sorte de défa-
veur à des per-
sonnes qui ont
besoin de l'opi-
nion publique
pour remplir di-
gnement les
fonctions qui leur
sont confiées.
L'on doit ob-
server encore,
que les subdé-
légués des com-
missaires dépar-
tis, après l'éta-
blissement des
états, ne feront

*Articles proposés
par l'assemblée.*

*Règlement
du roi.*

Observations.

plus que des personnes chargées de fonctions d'ordre & de police ; & qu'ainsi il n'y aura plus de motifs plausibles pour leur supposer un intérêt contraire à celui de la province , & que l'exclusion constante des états de toute personne revêtue de la confiance de l'administration mettroit peut-être dans la nécessité de recourir aux services de gens peu dignes d'une telle préférence , ce qui nuiroit au bien général.

Quant aux hom.

*Articles proposés
par l'assemblée.*

*Règlement
du roi.*

Observations.

mes employés dans les finances, il seroit pareillement peu convenable de les déclarer pour toujours inadmissibles dans les états, puisque le meilleur moyen de tempérer en eux l'esprit fiscal, c'est de les faire participer aux récompenses de l'opinion. Il est d'ailleurs naturel de présumer que les impôts une fois délibérés & consentis par les états-généraux, l'on cessera de regarder les agens du fisc comme la partie adverse de la

*Articles proposés
par l'assemblée.**Règlement
du roi.**Observations.*

ART. 26.

Les états se rassembleront chaque année, au 15 novembre. La convocation sera faite par le président, & à

ART. 29.

Le roi fera convoquer les états chaque année au mois de novembre; ils pourront à la fin de chaque assemblée

nation. Cependant comme les modifications dans l'esprit public sont l'ouvrage du tems; S. M. autorise, pour les premières élections qui doivent subsister pendant quatre ans, le vœu de l'assemblée des trois ordres à l'égard des subdélégués & des personnes chargées de la direction du recouvrement des impôts.

Le changement apporté à cet article, rend simplement au monarque ce qui lui est dû, & se trouve au reste

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>son défaut, par l'un des procureurs-généraux-syndics.</p>	<p>exprimer leur vœu sur le lieu où devra se tenir l'assemblée de l'année suivante.</p>	<p>conforme au vœu exprimé dans la délibération des trois ordres pour la prochaine convocation des états du Dauphiné. Une telle disposition s'accorde avec l'usage constamment suivi dans tout le royaume.</p>
ART. 28.	ART. 31.	
<p>Les états choisiront leur président parmi les membres du 1^{er} & 2^e. ordre de la province, & ayant les qualités requises pour être admis aux états. Dans le cours de la quatrième année, leur président sera élu au scrutin</p>	<p>Les états choisiront leur président parmi les membres du premier ou second ordre de la province, ayant les qualités requises pour être admis aux états; & ce président devra être agréé par S. M.; il sera élu au scrutin dans</p>	<p>La présidence d'une assemblée d'états provinciaux, lorsque elle n'est pas inhérente à un rang ou à une place, doit être sanctionnée par le roi; mais S. M. dont la confiance est déjà excitée par le premier choix</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>tin , pour entrer en fonctions l'année suivante ; & celui des deux premiers ordres, dans lequel le président aura été nommé, aura un député de moins, le président devant être compté parmi les membres des états.</p>	<p>le cours de la 4^e. année pour entrer en fonctions l'année suivante. Et celui des deux premiers ordres dans lequel le président aura été nommé, aura un député de moins, le président devant être compté parmi les membres des états.</p>	<p>que l'assemblée vient de déterminer , est tellement persuadée qu'Elle ne fera jamais dans le cas de refuser son approbation à une élection émanée des états, qu'Elle n'a pas même voulu indiquer ce qu'il y auroit lieu de faire, si, par une circonstance improbable , Elle étoit contrainte à refuser son agrément à la nomination du président.</p>
<p>ART. 29.</p>	<p>ART. 32.</p>	
<p>Les états nommeront deux procureurs - généraux-syndics, l'un pris dans le premier ou se-</p>	<p>Les états nommeront deux procureurs - généraux-syndics, l'un pris dans le premier ou le se-</p>	

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
cond ordre , & l'autre dans celui du tiers. Ils choisiront dans ce dernier ordre, un secrétaire , qui ne fera point partie des cent quarante-quatre députés, sera révocable à volonté, & n'aura que voix instructive; ils choisiront encore un	cond ordre , & l'autre dans celui du tiers. Ils choisiront dans ce dernier ordre un secrétaire qui ne fera point partie des cent quarante-quatre députés, sera révocable à volonté, & n'aura que voix instructive.	
	A R T. 33.	
trésorier qui sera domicilié dans la province, ainsi que ses cautions; il ne fera point membre des états, & ne pourra y entrer que lorsqu'il sera appelé ; il sera également révocable à volonté.	Le roi autorise les états à choisir, pour les recettes & dépenses particulières de la province, un trésorier qui sera domicilié en Dauphiné, ainsi que ses cautions; il ne fera point membre des	Le roi ne se refusera point à écouter les propositions qui pourroient lui être faites par les états, pour réunir à un même trésorier les recettes & les dépenses qui concernent le trésor royal; mais cette

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
	états; il ne pour ra y entrer que lorsqu'il fera appelé, & il sera également révo- cable à volonté.	affaire exige un examen & une conciliation.
ART 34.	ART. 38.	
En l'absence du président, soit des états, soit de la com- mission intermé- diaire, l'assem- blée sera prési- dée par la per- sonne la plus âgée de celui des deux premiers ordres, dans le- quel n'aura pas été choisi le pré- sident, en obser- vant néanmoins dans l'ordre du clergé, le rang de la hiérarchie ecclésiastique.	Le président, soit des états, soit de la com- mission intermé- diaire, sera rem- placé, en son absence, s'il est de l'ordre de l'é- glise, par le plus âgé des gentils- hommes, & s'il est de l'ordre de la noblesse, par celui qui se trou- vera avoir la première séance dans l'ordre du clergé.	La rédaction de cet article n'étoit pas exprimée assez clairement: on en a changé la forme, mais le sens a été par- faitement con- servé.

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>ART. 35.</p> <p>Les états s'assembleront pour la première fois à Romans, & indiqueront chaque année, à la clôture de leur séance, le lieu où ils devront s'assembler l'année suivante.</p>		<p>Cette disposition se trouve comprise dans l'article 29.</p>
<p>ART. 36.</p> <p>La commission intermédiaire tiendra ses séances à Grenoble, sauf aux états à la placer dans un autre lieu lorsque les circonstances l'exigeront. Les membres de cette commission pourront</p>	<p>ART. 39.</p> <p>La commission intermédiaire tiendra ses séances à Grenoble, sauf aux états à demander au roi qu'elle soit placée dans un autre lieu, si le bien du service l'exigeoit. Les membres de cette commis-</p>	<p>Changement de droit & de convenance.</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>s'absenter sans une nécessité indispensable, que pendant trois mois de l'année, de manière cependant qu'ils restent toujours au nombre de huit dans le lieu de son établissement ; & les procureurs-généraux-syndics ne pourront jamais s'absenter tous deux à la fois.</p>	<p>sion ne pourront s'absenter sans une nécessité indispensable que pendant trois mois de l'année ; de manière cependant qu'ils restent toujours au nombre de huit dans le lieu de son établissement ; & les procureurs-généraux-syndics ne pourront jamais s'absenter tous deux à la fois.</p>	

ART. 37.

ART. 40.

<p>La commission intermédiaire s'assemblera au moins une fois par semaine, mais le président, ainsi</p>	<p>La commission intermédiaire s'assemblera au moins une fois par semaine, mais le président pourra</p>	<p>Il y a ici un petit changement de rédaction : c'est au président à convoquer les assemblées extraordinaires.</p>
---	---	---

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>que les procureurs-généraux-syndics , & les uns au défaut des autres , pourront la faire assembler toutes les fois qu'ils le jugeront nécessaire.</p>	<p>convoquer , & les procureurs-généraux - syndics pourront requérir des assemblées plus fréquentes toutes les fois que le bien du service leur paroîtra l'exiger.</p>	<p>naires de la commission intermédiaire ; les procureurs - généraux-syndics doivent seulement requérir.</p>
<p>ART. 38.</p>		
<p>Les membres de la commission intermédiaire ne pourront prendre aucune délibération qu'ils ne soient au nombre de sept.</p>		<p>Il seroit difficile que dans le temps des départemens & de la répartition des impôts on pût toujours se trouver au nombre de sept dans la commission intermédiaire, non compris les procureurs - généraux-syndics. L'expérience</p>

*Articles proposés
par l'assemblée.**Règlement
du roi.**Observations.*

ART. 41.

Nul ne pourra être élu de nouveau, membre des états, qu'après un intervalle de quatre ans, depuis qu'il en sera sorti,

ART. 44.

Nul ne pourra être élu de nouveau, membre des états, qu'après un intervalle de deux ans, depuis qu'il en sera sorti.

montrera peut-être que le nombre de cinq seroit suffisant ; mais le roi attendra , à cet égard , les observations des états.

Le roi a jugé qu'il seroit difficile de composer ~~constam-~~ment les états des personnes les plus dignes de confiance, si l'on ne pouvoit être élu une seconde fois qu'après un intervalle de quatre ans ; au reste sa majesté n'ayant pour but que le plus grand bien des affaires de la province, consentira sans peine de réta-

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>ART. 45.</p> <p>Les états veilleront au maintien des droits & privilèges du Dauphiné , & notamment de celui qui ne permet pas que les Dauphinois soient distraits du ressort des tribunaux de la province. Ils feront la répartition & assiette de toutes les impositions foncières & personnelles, tant de celles qui seront destinées pour</p>	<p>ART. 48.</p> <p>Les états feront la répartition & assiette de toutes les impositions foncières & personnelles, tant de celles qui seront destinées pour le trésor royal, que de celles qui seront relatives aux besoins de la province. Ils ordonneront sous l'autorité du roi la confection de tous les chemins , ponts & chaussées , canaux ,</p>	<p>blir cet article tel qu'il est proposé, si de nouveaux éclaircissemens l'y déterminent,</p> <p>C'est le roi qui parle dans ce règlement , & sa majesté ne peut y admettre aucune stipulation qui suppose ou qui préjuge que sous son autorité il se commette aucun acte contraire aux loix du royaume & aux privilèges particuliers de ses provinces.</p> <p>Aureste, l'article du règlement, qui donne aux syndics-gé-</p>

*Articles proposés
par l'assemblée.**Règlement
du roi.**Observations.*

le trésor royal , que de celles qui seront relatives aux besoins de la province. Ils ordonneront la confection de tous les chemins , ponts & chaussées , canaux , digues & autres ouvrages publics , dont ils passeront les adjudications par eux ou par la commission intermédiaire , ou par d'autres délégués.

digues & autres ouvrages publics qui se feront aux frais de la province ; ils en surveilleront l'exécution , & ils en passeront les adjudications par eux ou par la commission intermédiaire , ou par d'autres délégués.

néraux le pouvoir d'intervenir dans toutes les affaires de la province , comprend d'une manière générale le droit de réclamer au nom des états , contre toutes infractions contraires à ses privilèges particuliers ; on a donc supprimé la première partie de l'article 45.

Quant à la manière d'exprimer les fonctions des états , relativement aux impositions & aux chemins , on croit l'article rédigé plus convenablement ; & la modification dans les termes ne

*Articles proposés
par l'assemblée.**Règlement
du roi.**Observations.*

ART. 46.

Les états ordonneront encore la distribution des dégreemens & récompenses, indemnités, encouragemens pour l'agriculture, le commerce & les arts; ils surveilleront & approuveront par eux ou par la commission intermédiaire, toutes les dépenses relatives aux réparations des églises, presbytères, & autres dépenses quelconques particulières aux communautés. Ils surveilleront

ART. 49.

Les états feront chargés de la distribution des dégreemens accordés par le roi; ils pourront arrêter, sous le bon plaisir de S. M., les récompenses, les indemnités & les encouragemens qu'ils trouveront convenables pour l'agriculture, le commerce & les arts.

ART. 50.

Le roi autorise les états & la commission intermédiaire à

paroître exiger aucune explication.

Les changemens apportés à cet article, sont sûrement conformes à l'intention des trois ordres de la province. L'éten due à donner aux dégreemens, l'emploi à faire des deniers publics, sont dans tout le royaume sous l'autorité du roi, & ne peuvent être déterminés qu'avec l'approbation de S. M.

Le roi, par les trois articles 49, 50 & 51, remplit le vœu

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
également l'administration de tous les établissemens publics, les frais & tirages des milices ; ils vérifieront les comptes des officiers des villes & communautés, même ceux relatifs à leurs biens patrimoniaux : ils feront à S. M. toutes les représentations qu'ils croiront nécessaires, & généralement feront chargés de tous les objets qui peuvent concourir au bien de la province.	vérifier les comptes des communautés, & à déterminer sur leur requête les dépenses relatives aux réparations des églises, presbytères & autres dépenses particulières à chaque communauté, lorsqu'elles n'ex céderont pas à la fois la somme de 600 liv. Pourront également les états ou la commission intermédiaire permettre jusqu'à concurrence de la même somme telle levée de deniers ou imposition locale qui sera délibérée par chacune des commu-	des ordres de la province dans toute l'étendue qu'ils peuvent raisonnablement demander ; & S. M. se fera rendre compte incessamment de ce qui concerne la surveillance sur les frais & le tirage de la milice, afin de donner à cet égard un règlement fixe & général. Elle désire véritablement de déférer successivement aux états & à la commission intermédiaire, une juste influence sur toutes les parties d'administration qui in-

*Articles proposés
par l'assemblée.*

*Règlement
du roi.*

Observations.

nautés, pour ac-
quitter les dé-
pensés autorisées
comme ci-dessus.
Entend toutefois
S. M. que les états
requerront son ap-
probation sur la
demande des com-
munautés, lorsque
les dépenses ou les
impositions locales
dont elles solli-
citeront l'autorisa-
tion, s'élèveront
à une plus forte
somme.

téressent le bien
de la province ;
mais toutes ces
dispositions de-
mandent d'être
examinées plus
mûrement ; il est
nécessaire de les
régler d'après
des principes sta-
bles & combinés
avec réflexion ;

ART. 51.

Les villes de la province qui auront à solliciter l'autorisation de quelques dépenses nouvelles, la création,

Le roi accorde aux états, dès à présent, la vérification des comptes des communautés ; mais celle des

*Articles proposés
par l'assemblée.*

*Règlement
du roi.*

Observations.

<p>l'augmentation ou la proroga- tion de quelque octroi ou de quelqu'autre imposition lo- cale pour y sub- venir, enver- ront leur re- quête à l'assem- blée des états ou à la commission intermédiaire, qui fera tenue de les adresser avec son avis au conseil. S. M. se réserve de faire connoître ses intentions sur la vérification des comptes des vil- les, d'après les nouveaux éclair- cissemens qu'El- le prendra à cet égard.</p>	<p>comptes des vil- les, exige préa- lablement une conciliation avec les droits des chambres des comptes; le roi fera examiner cette affaire dans son conseil.</p>
--	--

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
---	------------------------------	----------------------

ART. 52.

Le roi se réserve pareillement d'attribuer successivement aux états & à la commission intermédiaire la surveillance sur d'autres objets d'administration intérieure ; & sa majesté autorise & invite lesdits états & leur commission intermédiaire à lui adresser dans toutes les circonstances, telles représentations qu'ils jugeront utiles au bien de la province.

ART. 47.

Les états ne

On n'a pas fait

*Articles proposés
par l'assemblée.**Règlement
du roi.**Observations.*

pourront accorder aucuns sub-
sides , ni établir
aucunes taxes
directes ni indi-
rectes , ni con-
sentir à aucune
prorogation d'un
impôt établi à
temps , ni faire
aucun emprunt
pour le compte
du gouverne-
ment , que lors-
que les représen-
tans de la pro-
vince en auront
délibéré dans les
états - généraux
du royaume.

attention que
dans un régle-
ment fait au
nom du rbi , il
ne peut pas or-
donner partiel-
lement ce qu'il
a prescrit d'une
maniere géné-
rale , en decla-
rant que les
créations ou pro-
rogations d'im-
pôts seront do-
rénavant consen-
ties par les états
généraux.

Sa Majesté n'est
pas dans l'inten-
tion de deman-
der le crédit de
la province pour
aucun emprunt ;
& cette question
vue d'une ma-
niere générale
doit être liée
aux délibéra-
tions qui seront

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
ART. 48.	ART. 53.	prises à l'assemblée des états-généraux.
<p>Les états pourront néanmoins imposer & emprunter après en avoir obtenu la permission de sa majesté , mais seulement pour les besoins particuliers & essentiels de la province , & sous la condition qu'ils ne feront aucun emprunt qu'en destinant préalablement les fonds nécessaires pour le paiement des intérêts & le remboursement des capitaux , à des époques fixes & déterminées.</p>	<p>Les états ne pourront faire aucun emprunt, ni imposer aucune somme pour leurs affaires particulières, qu'après avoir obtenu la permission de S. M. & sous la condition qu'ils ne feront jamais aucun emprunt qu'en destinant préalablement les fonds nécessaires pour le paiement des intérêts & le remboursement des capitaux , à des époques fixes & déterminées.</p>	<p>La nouvelle rédaction est plus claire & plus positive.</p>

*Articles proposés
par l'assemblée.*

*Règlement
du roi.*

Observations.

ART. 49.

Toute loi nouvelle , avant son enrégistrement dans les cours , fera communiquée aux procureurs-généraux-syndics , afin qu'il en soit délibéré , conformément aux privilèges de la province.

ART. 50.

Pour choisir les personnes qui seront députées par la province

Cet article , considéré d'une manière générale , est du nombre de ceux qui , par leur importance , doivent être pris en considération. aux états-généraux : S. M. toutefois se fera rendre compte des privilèges particuliers du Dauphiné , qui pourroient autoriser à cet égard la demande formée dans l'assemblée de Romans.

Le roi est très-disposé à approuver la demande formée

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>aux états-généraux du royaume, le clergé, la noblesse & les communautés, s'assembleront pour nommer, dans les formes & avec les qualités ci-devant prescrites, un nombre de représentans égal à celui des membres des états. Ces nouveaux représentans se réuniront avec les états, pour élire, par la voie du scrutin, ceux qui seront envoyés aux états-généraux, lesquels pourront être choisis au gré des électeurs, soit parmi les membres des</p>		<p>dans cet article pour l'élection des représentans du Dauphiné aux états généraux; mais S. M. se réserve de faire connoître ses intentions à cet égard, dans le règlement qu'Elle donnera pour la convocation des états-généraux, après avoir entendu le vœu qui lui sera présenté par les notables de son royaume.</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>états, soit parmi les autres citoyens, pourvu que les uns & les autres soient propriétaires & domiciliés dans la province, sans distinction de lieu & de district. On députera un nombre de représentans du tiers-état, égal au nombre de ceux du premier & du second ordre réunis.</p> <p>ART. 54.</p> <p>La commission intermédiaire chargera spécialement deux de ses membres, de l'examen de tous les mémoires qui pourroient être</p>		<p>Le sens de cet article, interprété tel qu'il doit l'être, présente une disposition inutile, puisque l'article suivant comprend indif-</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>adressés aux procureurs - généraux-syndics, relativement aux demandes des contrôleurs ou autres agens du fisc, contre des particuliers & communautés.</p> <p>Sur le compte qui en sera rendu, les procureurs-généraux-syndics prendront fait & cause, lorsque les états ou la commission intermédiaire l'auront jugé convenable.</p>	<p>-</p>	<p>tinctement tous les pouvoirs qui peuvent intéresser la province, les communautés & les particuliers.</p>
ART. 55.	ART. 57.	
<p>Les procureurs généraux - syndics pourront présenter des re-</p>	<p>Les procureurs généraux - syndics pourront présenter des re-</p>	<p>On a ajouté ici les communautés & les particuliers, afin de</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>quêtes , former des demandes , devant tout juge compétent , & intervenir dans toutes les affaires qui pourroient intéresser la province , après y avoir été autorisés par les états ou la commission intermédiaire.</p>	<p>quêtes , former des demandes devant tout juge compétent , & intervenir dans toutes les affaires qui pourroient intéresser la province , les communautés & particuliers , après y avoir été autorisés par les états ou la commission intermédiaire.</p>	<p>suppléer, autant que besoin peut être , à l'article précédent.</p>
<p>ART. 57.</p>	<p>ART. 59.</p>	
<p>Le trésorier ne pourra disposer d'aucunes sommes , sans un mandat exprès des états , ou de ceux qui seront par eux autorisés.</p>	<p>Le trésorier ne pourra disposer d'aucunes sommes , sans un mandat exprès des états ou de la commission intermédiaire.</p>	<p>On a pensé que la commission intermédiaire pouvoit seule , dans l'intervalle des états , être chargée de ce service important.</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
ART. 58.	ART. 60.	
<p>Le tableau de situation des fonds du pays, par recette & par dépense: l'état motivé & nominatif de la répartition des dégrèvements, indemnités, encouragemens & gratifications, seront inférés dans les procès-verbaux des assemblées, & rendus publics chaque année par la voie de l'impression; de même que toutes les délibérations qui auront été prises, soit par les états, soit par la commission intermédiaire; & un exem-</p>	<p>Le tableau de situation des fonds du pays, par recette & par dépense; l'état motivé & nominatif de la répartition des dégrèvements, indemnités, encouragemens, gratifications, seront inférés dans les procès-verbaux des assemblées, & rendus publics chaque année, par la voie de l'impression; il en sera envoyé un exemplaire au conseil du roi. Pourront les états ou la commission intermédiaire, en envoyer un ex-</p>	<p>Le roi ne permet pas, quant à présent, l'impression des déclarations qui pourront être prises par la commission intermédiaire dans le cours d'une année; il est possible que l'assemblée n'ait pas pris en considération la forte dépense qu'une telle disposition entraîneroit. S. M., d'ailleurs, avant d'accorder cette publicité, désire être assurée, comme elle le fera sans doute par l'expérience, de l'esprit de sagesse & de cir-</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>plaire sera en- voyé à chaque communauté , pour être déposé dans ses archi- ves.</p>	<p>emplaire à cha- que commu- nauté , pour y être déposé dans ses archives.</p>	<p>conspect avec lequel ces déli- bérations seront rédigées,</p>
<p>ART. 59.</p>	<p>ART. 61.</p>	
<p>Les états fixe- ront le traite- ment du prési- dent , des autres officiers de la commission in- termédiaire , & des correspon- dants ; ils régle- ront les frais du bureau & autres dépenses néces- saires. Tous ces frais seront sup- portés par les trois ordres, &c.</p>	<p>Les états fixe- ront le traite- ment du prési- dent , des autres officiers de la commission in- termédiaire & des correspon- dants ; ils régle- ront les frais du bureau & autres dépenses néces- saires : tous ces frais, après qu'ils auront été auto- risés par sa ma- jesté, seront sup- portés par les trois ordres.</p>	<p>On ne fait qu'ajouter à cet article une ré- serve qui est en- tierement dans le sens de l'as- semblée ; cette réserve est con- forme aux règles établies dans les états provin- ciaux. L'emploi des deniers pu- blics doit être autorisé par des décisions du sou- verain.</p>

<i>Articles proposés par l'assemblée.</i>	<i>Règlement du roi.</i>	<i>Observations.</i>
<p>ART. 60.</p> <p>Les états auront le droit de faire tous réglemens qu'ils jugeront nécessaires, pourvu qu'ils n'aient rien de contraire aux articles ci-dessus ; mais ils ne pourront faire aucun changement dans leur constitution, à l'exception de celui qui leur est réservé par les art. 10, 17, 23 & 24.</p>	<p>F I N.</p>	<p>En accordant aux états le droit de faire des réglemens, soit qu'ils fussent relatifs à leur constitution ou à leur administration, il faudroit ajouter, <i>sous le bon plaisir du roi</i> ; mais alors l'interdiction énoncée à la fin de l'article, ne pourroit faire partie d'un règlement émané de S. M.</p>